RAPPORT D’ACTIVITÉ 2012
DE LA COMMISSION DE SURENDETTEMENT DU DÉPARTEMENT DE LA LOIRE

Rapport établi conformément à l’article L.331-12 du Code de la consommation

Préambule, la commission de surendettement de Saint-Étienne est compétente pour l’ensemble du département. Elle s’est réunie à 24 reprises au cours de l’année 2012.

Principaux éléments relatifs à l’activité de la commission

<table>
<thead>
<tr>
<th>Dépôts de dossiers et redépôts</th>
</tr>
</thead>
</table>
| Avec 2614 dossiers de surendettement déposés dans le département, la commission a enregistré en 2012 une baisse de 11,9% des dépôts par rapport à l’année précédente (2966 dossiers déposés en 2011), laquelle avait été un record en termes de volumétrie. Cette baisse est plus sensible dans les arrondissements de Saint-Étienne et Montbrison (-13,77%) que dans celui de Roanne (-4,22%). Parmi ces dépôts, la part des redépôts est de 38,75%, soit une baisse de près de 3 points par rapport à 2011 qui avait affiché 41,57% (45,3% en 2010).

Recevabilité et orientation

| Le nombre de dossiers traités par la commission s’élève à 2944 cette année contre 3184 en 2011, soit un reflux de 7,54% (chiffre à rapprocher de la baisse des dépôts de pratiquement 12%). Les dossiers soumis pour examen de recevabilité ont été de 2431 (-12,1%), dont 7,5% ont été jugés irrecevables (7,4% en 2011). Seul 0,11% des dossiers n’a pas pu être orienté dans un délai de 3 mois.
| La commission a orienté les dossiers :
| - vers la procédure de rétablissement personnel (avec ou sans LJ) dans 36,2% des cas, contre 34,6% un an auparavant ;
| - vers une solution amiable dans 63,8% des cas (parmi lesquels 28,2% ont débouché sur un plan conventionnel contre 29,4% en 2011, les autres dossiers ayant fait l’objet d’une mesure imposée ou recommandée).
| Globalement la Commission de la Loire a continué en 2012 de respecter l’ensemble des objectifs fixés nationalement, notamment dans le cadre des dispositions légales et celles figurant au contrat de service public signé entre l’État et la Banque de France.

Solutions amiables, imposées ou recommandées en application des articles L.331-7-1 et L.331-7-2 du Code de la consommation

| Au cours de l’année 2012, 685 plans conventionnels ont été conclus contre 807 en 2011. Le taux de solution amiable est de 28,2% contre 29,4% en 2011, avec des constats de non accord plus fréquents que les réussites (867 contre 981 en 2011).
| Par voie de conséquence, le nombre de mesures imposées et recommandées élaborées par la commission s’inscrit en recul limité à 6,6%.
| Les recommandations homologuées par les juges sont en forte hausse, passant de 559 en 2011 à 1269 cette année.

Mesures pérennes et mesures provisoires

| Dans le prolongement des dispositions de la loi Lagarde, la commission a privilégié chaque fois que possible une orientation des dossiers de surendettement vers des mesures pérennes. Dans ce cadre, la proportion des dossiers avec mesures provisoires (principalement des « moratoires ») a continué de baisser pour s’établir en 2012 à 7,7% des cas.

1 « Chaque commission de surendettement des particuliers établit un rapport d’activité annuel. Ce rapport fait état de données statistiques sur le nombre des dossiers traités ainsi que les mesures prises ou recommandées par la commission. Il précise la typologie de l’endettement présenté dans ces dossiers et les difficultés de toute nature rencontrées dans leur traitement. Les rapports d’activité des commissions sont transmis à la Banque de France qui en présente la synthèse dans le rapport mentionné à l’article L. 143-1 du code monétaire et financier. »
Relations de la commission et de son secrétariat
avec les autres acteurs de la procédure et avec des organismes tiers.

Relations avec les tribunaux :

La commission et/ou son secrétariat ont participé à une réunion de concertation avec les membres des greffes, laquelle s’est tenue en septembre 2012. En revanche, l’organisation d’une réunion de concertation avec les juges de l’exécution reste un objectif fort pour 2013.

Relations avec la commission de coordination des actions de prévention des actions d’expulsion :

Les deux commissions ont coopéré pour prévenir ou suspendre plus efficacement les actions d’expulsions des ménages surendettés. La commission et son secrétariat ont ainsi contribué à la rédaction et la mise à jour de la charte départementale de prévention des expulsions, ont participé à la réunion plénière annuelle ainsi qu’aux travaux préparatoires des 3 réunions délibératives de la CCAPEX.

Relations avec les organismes et les travailleurs sociaux :

Le secrétariat a assuré une session d’information et de formation pour l’association ACTIS, ayant rassemblé 22 travailleurs sociaux en 2012.

La commission et/ou son secrétariat ont participé à des réunions importantes avec :
   - La CAF Loire : une réunion d’information sur le dispositif complet de la loi Lagarde (8 participants) et une réunion d’échanges avec les responsables du suivi des dossiers de surendettement, dont l’objet était d’optimiser les relations entre le secrétariat et la CAF ;
   - L’association AMOS 42 : une réunion d’information et d’échanges ayant regroupé 23 représentants des bailleurs sociaux.

Le secrétariat, mandaté par la commission, a participé en outre aux 3 réunions de 2012 du dispositif d’accompagnement des accédants à la propriété – DAAP Loire.

Relations avec les associations de défense des consommateurs et des familles, caritatives ou d’aide aux personnes en difficulté financière :

Mandatée par la commission, la Banque de France est membre de l’ADIL 42 dans le collège 3 ; à ce titre, elle a participé à l’assemblée inaugurale en juillet 2012. L’objectif est d’échanger sur les questions relatives à l’habitat en situation de surendettement.

Le secrétariat a organisé une réunion d’information et d’échanges avec les assistantes sociales de l’association CRESUS en septembre, à Roanne.

Le secrétariat est intervenu également devant les associations suivantes : IREIS et ADYFOR/ADMQR, réunions ayant regroupé 20 personnes.

Autres actions de concertation, d’information ou de formation effectuées :

Une réunion d’information et d’échanges avec les 5 agents du Bureau des Collectivités de la Préfecture s’est tenue en septembre.

Le secrétariat a présenté en novembre 2012, en réunion du Comité des Banques de la Loire, les récentes évolutions en matière de surendettement, et en particulier celles relatives à l’orientation des dossiers en faveur de solutions pérennes.

Enfin, le secrétariat a continué de répondre positivement aux demandes d’intervention en milieu scolaire et universitaire (exemple : Lycée H d’Urfé, ISEAG, …), l’ensemble ayant regroupé en 2012 une centaine de personnes.
Principales difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de la procédure

Principales difficultés rencontrées quant à l’application de dispositions de la procédure :

D’une manière générale, malgré les simplifications issues de la récente loi Largarde et les efforts consentis par tous les acteurs judiciaires, les délais de traitement des dossiers de surendettement par les tribunaux demeurent longs, et engendrent de ce fait de nouvelles saisines, la situation des personnes concernées ayant souvent changé entretemps.

Principales difficultés rencontrées au regard de la situation des personnes surendettées :

Les effets protecteurs de la recevabilité, en termes de suspension des poursuites, cessent au terme d’un délai de douze mois à compter de la décision de recevabilité. Certains dossiers ont une durée de traitement supérieure à un an en raison de la survenance de recours, de demandes de vérification de créance ou de contestation. Or, il n’existe aucune possibilité de prorogation des effets de la recevabilité.

La situation particulièrement dégradée du marché immobilier dans le département ne permet pas souvent aux propriétaires de respecter le délai consenti par la commission (18 mois) pour vendre leur bien.

La question du suivi et de l’accompagnement des ménages surendettés en aval des décisions de la commission reste d’une totale actualité.

Principales difficultés rencontrées auprès des créanciers ou avec d’autres acteurs de la procédure :

Demandes persistantes de plans provisoires et/ou mensualités de contact par certains créanciers, notamment bailleurs sociaux et sociétés financières.

Difficulté pour les caisses d’allocations familiales à rétablir l’arrière de l’aide personnalisée au logement à l’issue du traitement d’un dossier de surendettement.

Constats d’échecs pour cause de demande d’abandon partiel des créances.

*  *

Fait à Saint-Etienne, le 13 mars 2013

La Présidente de la commission

F. BUCCIO

Le secrétaire de la commission

JC. EHRHARDT
<table>
<thead>
<tr>
<th>Annexe n°1 du rapport d’activité</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>Données d’activité</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>année N</th>
<th>année N-1</th>
<th>Variation N/N-1 en %</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Dossiers déposés (en nombre)</td>
<td>2614</td>
<td>2966</td>
<td>-11.87%</td>
</tr>
<tr>
<td>Dont proportion de redépôts (en %)</td>
<td>38.75%</td>
<td>41.57%</td>
<td>-2.82%</td>
</tr>
<tr>
<td>Dossiers soumis pour examen de recevabilité (en nombre)</td>
<td>2431</td>
<td>2767</td>
<td>-12.14%</td>
</tr>
<tr>
<td>- Dossiers recevables (1)</td>
<td>2261</td>
<td>2610</td>
<td>-13.37%</td>
</tr>
<tr>
<td>- Dossiers irrecevables (A)</td>
<td>183</td>
<td>205</td>
<td>-10.73%</td>
</tr>
<tr>
<td>Décisions d’orientation des Commissions (en nombre)</td>
<td>2430</td>
<td>2738</td>
<td>-11.25%</td>
</tr>
<tr>
<td>- vers une procédure de rétablissement personnel avec ou sans liquidation judiciaire (LJ)</td>
<td>879</td>
<td>947</td>
<td>-7.18%</td>
</tr>
<tr>
<td>- vers une procédure amiable</td>
<td>1551</td>
<td>1791</td>
<td>-13.40%</td>
</tr>
<tr>
<td>Mesures de rétablissement personnel (en nombre) (B)</td>
<td>838</td>
<td>840</td>
<td>-0.24%</td>
</tr>
<tr>
<td>- Recommandations d’effacement de dettes (PRP sans LJ)</td>
<td>818</td>
<td>819</td>
<td>-0.12%</td>
</tr>
<tr>
<td>- Accords débiteurs sur les demandes d’ouverture d’une PRP avec LJ</td>
<td>20</td>
<td>21</td>
<td>-4.76%</td>
</tr>
<tr>
<td>Phase amiable (en nombre)</td>
<td>1552</td>
<td>1788</td>
<td>-13.20%</td>
</tr>
<tr>
<td>- Plans conventionnels conclus (C)</td>
<td>685</td>
<td>807</td>
<td>-15.12%</td>
</tr>
<tr>
<td>- Constats de non accord entérinés</td>
<td>867</td>
<td>981</td>
<td>-11.62%</td>
</tr>
<tr>
<td>Demandes de mise en œuvre de la phase des mesures imposées et recommandées (MIR) (en nombre)</td>
<td>762</td>
<td>914</td>
<td>-16.63%</td>
</tr>
<tr>
<td>Mesures imposées et recommandées élaborées par les Commissions (en nombre) (D)</td>
<td>822</td>
<td>880</td>
<td>-6.59%</td>
</tr>
<tr>
<td>- Mesures imposées élaborées</td>
<td>450</td>
<td>498</td>
<td>-9.64%</td>
</tr>
<tr>
<td>- Mesures recommandées élaborées</td>
<td>372</td>
<td>382</td>
<td>-2.62%</td>
</tr>
<tr>
<td>dont mesures de suspension d’exigibilité</td>
<td>241</td>
<td>298</td>
<td>-15.77%</td>
</tr>
<tr>
<td>Dossiers closurés toutes phases (en nombre) (E)</td>
<td>395</td>
<td>418</td>
<td>-5.50%</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres sorties</td>
<td>21</td>
<td>34</td>
<td>-38.24%</td>
</tr>
<tr>
<td>Dossiers traités par les Commissions (en nombre) (A+B+C+D+E)</td>
<td>2944</td>
<td>3184</td>
<td>-7.54%</td>
</tr>
<tr>
<td>Renvoi des dossiers par les juges aux Commissions (en nombre)</td>
<td>33</td>
<td>66</td>
<td>-50.00%</td>
</tr>
<tr>
<td>Recommandations homologuées par les juges (en nombre)</td>
<td>1269</td>
<td>559</td>
<td>127.01%</td>
</tr>
</tbody>
</table>
## Structure de décision de la commission

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>Données commission</th>
<th>Données région</th>
<th>Données nationales</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Part des dossiers clôturés avant</td>
<td>11.85</td>
<td>10.33</td>
<td>12.35</td>
</tr>
<tr>
<td>orientation ou déclarés irrecevables</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>(en% des dossiers traités)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Part des dossiers orientés en PRP</td>
<td>28.60</td>
<td>29.49</td>
<td>27.40</td>
</tr>
<tr>
<td>avec liquidation judiciaire ou ayant</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>fait l’objet d’une recommandation de</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>RP sans liquidation judiciaire</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>(en % des dossiers traités)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Part des plans conventionnels</td>
<td>23.27</td>
<td>24.97</td>
<td>28.48</td>
</tr>
<tr>
<td>(en % des dossiers traités)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Part des mesures imposées ou</td>
<td>27.92</td>
<td>28.37</td>
<td>24.44</td>
</tr>
<tr>
<td>recommandées</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>(en% des dossiers traités)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Divers dont clôtures après</td>
<td>8.36</td>
<td>6.85</td>
<td>7.33</td>
</tr>
<tr>
<td>orientation ou dossiers déclarés</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>irrecevables par le juge</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>(en% des dossiers traités)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

### Données complémentaires sur les décisions de recevabilité et d’orientation

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>Données commission</th>
<th>Données région</th>
<th>Données nationales</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Proportion de dossiers examinés pour</td>
<td>7.53</td>
<td>5.97</td>
<td>7.14</td>
</tr>
<tr>
<td>recevabilité et déclarés</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>irrecevables(en%)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>
Annexe 2 du rapport d’activité
Typologie de l’endettement

### Année 2012 - données de la région

<table>
<thead>
<tr>
<th>Type de dettes</th>
<th>Encours des dettes (en millions €)</th>
<th>Nombre total de dossiers</th>
<th>Nombre de dettes</th>
<th>Part dans l’endettement global %</th>
<th>Endettement moyen en €</th>
<th>Dossiers concernés en %</th>
<th>Nombre moyens de dettes en unité</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Dettes financières</td>
<td>480,08</td>
<td>15549</td>
<td>81697</td>
<td>79,50</td>
<td>30875,21</td>
<td>93,44</td>
<td>5,25</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Dont Autres dettes financières</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dettes financières consommation</td>
<td>14,33</td>
<td>9684</td>
<td>12402</td>
<td>2,37</td>
<td>1479,76</td>
<td>58,20</td>
<td>1,28</td>
</tr>
<tr>
<td>Dettes financières immobilières</td>
<td>325,79</td>
<td>14646</td>
<td>67032</td>
<td>53,95</td>
<td>22244,27</td>
<td>88,02</td>
<td>4,58</td>
</tr>
<tr>
<td>Dettes de charges courantes</td>
<td>139,96</td>
<td>1250</td>
<td>2263</td>
<td>23,18</td>
<td>111967,31</td>
<td>7,51</td>
<td>1,81</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres dettes</td>
<td>61,57</td>
<td>12977</td>
<td>48745</td>
<td>10,20</td>
<td>4744,82</td>
<td>77,99</td>
<td>3,76</td>
</tr>
<tr>
<td>Endettement global</td>
<td>603,87</td>
<td>16640</td>
<td>150420</td>
<td>100,00</td>
<td>36250,11</td>
<td>100,00</td>
<td>9,04</td>
</tr>
</tbody>
</table>

### Année 2012 - données de la commission

<table>
<thead>
<tr>
<th>Type de dettes</th>
<th>Encours des dettes (en millions €)</th>
<th>Nombre total de dossiers</th>
<th>Nombre de dettes</th>
<th>Part dans l’endettement global %</th>
<th>Endettement moyen en €</th>
<th>Dossiers concernés en %</th>
<th>Nombre moyens de dettes en unité</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Dettes financières</td>
<td>56,62</td>
<td>2068</td>
<td>10087</td>
<td>79,54</td>
<td>27377,89</td>
<td>91,57</td>
<td>4,88</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Dont Autres dettes financières</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dettes financières consommation</td>
<td>1,68</td>
<td>1292</td>
<td>1659</td>
<td>2,36</td>
<td>1298,72</td>
<td>57,27</td>
<td>1,28</td>
</tr>
<tr>
<td>Dettes financières immobilières</td>
<td>37,64</td>
<td>1886</td>
<td>8084</td>
<td>52,89</td>
<td>19860,10</td>
<td>83,60</td>
<td>4,29</td>
</tr>
<tr>
<td>Dettes de charges courantes</td>
<td>17,29</td>
<td>173</td>
<td>344</td>
<td>24,30</td>
<td>99969,86</td>
<td>7,67</td>
<td>1,99</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres dettes</td>
<td>7,76</td>
<td>1777</td>
<td>7545</td>
<td>10,90</td>
<td>4364,80</td>
<td>78,77</td>
<td>4,25</td>
</tr>
<tr>
<td>Endettement global</td>
<td>71,18</td>
<td>2256</td>
<td>20765</td>
<td>100,00</td>
<td>31550,56</td>
<td>100,00</td>
<td>9,20</td>
</tr>
</tbody>
</table>